

Madame, Monsieur,

L'association Libraires de l'Est (LILE) a pris connaissance du document soumis à consultation publique. Dans le cadre de ladite consultation, nous souhaitons faire entendre notre voix sur les propositions de l'ARCEP concernant un tarif minimum pour l'envoi de livres par voie postale.

Concernant la proposition d'un tarif minimum fixé à 3 € :

Nous estimons que ce tarif est trop faible et proposons un tarif minimum fixé à 5 €, plus en rapport avec la réalité économique de notre profession. Nous vous rappelons que nous ne fixons pas les prix des livres et que notre marge bénéficiaire est celle qui nous est accordée par nos fournisseurs, c'est-à-dire les éditeurs.

Concernant la proposition d'un seuil de quasi-gratuité fixé à 25 € :

Cette proposition engendre deux problèmes :

- un seuil trop bas pour correspondre à la réalité économique de notre métier (une nouvelle fois, nos marges ne nous permettent pas d'absorber de tels coûts de transport et nous n'avons pas la possibilité d'augmenter les prix des livres pour compenser au moins partiellement les pertes),
- le principe de quasi-gratuité, qui nous apparaît à la fois comme un retour en arrière par rapport à la loi dite "anti-Amazon", adoptée en 2014, qui interdisait précisément la gratuité des frais de port (loi contournée par le géant américain qui avait cyniquement fixé son tarif à 1 ct, obligeant tous les concurrents en capacité de le faire à s'aligner !), et une aberration écologique. Le transport n'a pas qu'un coût financier mais aussi environnemental !

Il nous apparaît que le seuil minimum permettant de bénéficier d'un tarif préférentiel devrait plutôt se situer à 45 €, voire 50 €. L'objectif serait de favoriser la massification des flux et la fréquentation des magasins, tout en limitant le recours systématique (et gourmand en ressources !) à l'envoi postal pour des commandes très réduites.

De plus, nous sommes opposés à ce principe de quasi-gratuité, nuisible à nos économies ainsi qu'au bilan carbone de la France toute entière. Au-delà du seuil minimum, les frais de port pourraient être inférieurs de 2 € au tarif minimal fixé, soit 2,50 € à 3 € sur la base de notre proposition d'un tarif minimal à 5 €.

Voici notre retour en tant qu'association des libraires du Grand Est.